

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA COMMUNAUTÉ DE NÉGOCIATION DU PERSONNEL DE LA CONFÉDÉRATION (CNPC)

### **Programme de stabilisation : le Conseil fédéral déçoit le personnel**

La Communauté de négociation du personnel de la Confédération (CNPC), dont font partie l'APC, Garanto, le SSP et l'APFedpol, est scandalisée de voir que non seulement le Conseil fédéral veut maintenir dans le programme de stabilisation présenté aujourd'hui la totalité des mesures d'économies qui concernent le personnel, mais exclut également d'ores et déjà toute hausse générale des salaires pour 2017. C'est maintenant pour la deuxième fois consécutive que cela a lieu, ce qui est aussi énormément frustrant pour le personnel, notamment au vu de l'excédent d'un milliard enregistré l'an dernier. Le personnel doit se sentir considéré comme stupide également par le nouveau chef des finances, Ueli Maurer, qui a récemment répété et encore affirmé, lors de la conférence de presse d'aujourd'hui, que les dépenses de personnel ne représentent que tout juste 8 % du budget de la Confédération, raison pour laquelle il est absurde selon lui qu'elles se trouvent constamment dans le collimateur de la droite, dans les efforts qu'elle déploie pour faire des économies. En tant que chef du personnel, il est important pour lui, a-t-il ajouté, de souligner que le personnel de la Confédération travaille bien et de manière engagée, et qu'il mérite que cela soit reconnu. Or le programme d'économies du Conseil fédéral tient un langage diamétralement opposé à ces déclarations.

Le Conseil fédéral mise uniquement sur une baisse des dépenses, allant ainsi dans le sens de la majorité parlementaire qui veut distribuer de très généreux cadeaux fiscaux. La ligne d'austérité sévère suivie au détriment du personnel de la Confédération est erronée et dangereuse. Le démantèlement des prestations et des emplois est déjà engagé dans les départements. Mais il impactera dans un premier temps directement les cantons, les communes et l'économie privée. Bien que la fermeture de bureaux de douane ait, par exemple, entraîné un vaste mouvement de protestation, le Conseil fédéral persiste dans cette direction. C'est là un signal funeste pour l'ensemble de l'économie aussi. La surévaluation de notre monnaie pèse sur l'économie qui dépend urgemment de la consommation intérieure. Les hausses de salaire renforcent cette dernière et l'Administration fédérale est l'une des plus grandes employeuses du pays. Le Conseil fédéral devrait être conscient de cette responsabilité.

#### Renseignements :

- Maria Bernasconi, secrétaire générale de l'APC et vice-présidente de la CNPC, tél. 078 718 71 13